Devenir membre maintenant sous udc.ch/participer

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Octobre 2025

Violence importée : les femmes ubissent

Page 4

Le traité d'adhésion à l'UE nous coûtera des milliards !

Page 11

Une guerre totale contre la classe moyenne ?

Page 13

STOPPONS enfin le CHAOS de l'asile !

Aboutissement de l'initiative pour la protection des frontière

AZB, 3001 Bern Post AG, UDC Suisse, secrétariat général, case postale
Abonnement annuel Fr. 35.00 – publié six fois par an – 6'555 ex.
udc.ch– franc-parler@udc.ch – Octobre 2025
Conception du Franc-parler : GOAL AG

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Ils ne reculent devant rien

Violences, antisémitisme, hostiles à la liberté, antidémocratiques : les grands dangers pour la Suisse viennent de la gauche.

À Londres, plus de 100'000 personnes descendent dans la rue pour protester contre la politique migratoire catastrophique du gouvernement. Les citoyens se défendent.

Chez nous, les Suisses peuvent se défendre grâce aux initiatives populaires et aux référendums et c'est pourquoi nous avons déposé l'initiative pour la protection des frontières contre les abus de l'asile et l'initiative pour la durabilité « Pas de Suisse à 10 millions ». Chez nous, c'est le peuple qui décide. Cela n'existe dans aucun autre pays au monde.

Aujourd'hui, les partisans de l'UE veulent nous priver de ces droits démocratiques via le projet d'accord d'adhésion à l'UE. À l'avenir, la Suisse devrait automatiquement adopter le droit européen et se soumettre à la Cour de justice européenne. L'accord d'adhésion à l'UE mettrait fin à notre démocratie directe.

Violence contre les représentants de l'UDC

Lors des émeutes de migrants à Lausanne, un représentant de l'UDC a été passé à tabac par des extrémistes de gauche et des personnes à la peau foncée. À Zofingen, un député UDC a été roué de coups par un groupe, le laissant dans un état critique. Selon la description des auteurs, ils étaient issus de l'immigration. Aux États-Unis, un célèbre influenceur conservateur et père de famille a été brutalement assassiné. Les prétendus chantres de la tolérance recourent massivement à la violence. Ils ne reculent devant rien.

La gauche occupe des universités pour répandre la haine contre Israël. Leur idole, le conseiller national socialiste Fabian Molina, voulait même un marquage spécial des produits provenant d'Israël dans les magasins ; les jeunes socialistes soutiennent officiellement un mouvement antisémite qui réclame le boycott général des biens et services israéliens.

Violences, antisémitisme, hostiles à la liberté, antidémocratiques : les grands dangers pour la Suisse viennent de la gauche.

Marcel Dettling
Conseiller national et président
de l'UDC Suisse

La disparition du politique à Lausanne face à la violence

On entend souvent que la Suisse a vingt ans de retard sur la France en matière d'insécurité. Les émeutes de Prélaz, vingt ans après celles de Clichy-sous-Bois et pour des raisons similaires, en sont la preuve. Agressions en hausse, manifestations non autorisées qui dégénèrent : pendant que l'ordre public s'effondre, la gauche détourne le regard et accuse un soi-disant racisme systémique.

Par Thibault Schaller, Conseiller communal, Lausanne (VD)

Dans la nuit du 31 août, je me suis retrouvé en plein cœur des émeutes. Reconnu comme élu UDC par des extrémistes venus encourager le chaos, j'ai été menacé par une vingtaine de casseurs qui ont tenté de me lyncher. Je m'en suis sorti indemne, mais Lausanne, elle, a été durement touchée : ces violences sont le symptôme d'un ordre public en ruine.

Une importation directe du chaos français

Le scénario est tristement identique à celui des émeutes françaises : un jeune en fuite sur un scooter volé se tue seul, puis l'embrasement. Médias qui accusent la police, élus qui « comprennent » la colère des casseurs, discours sur la misère d'un quartier pourtant proche du centre : rien n'a été appris. L'ensauvagement gagne notre pays, et nombre des émeutiers étaient issus de l'immigration non intégrée.

Une politique de la résignation

Ces violences sont le produit d'une politique de soumission : manifestations illégales tolérées, deal et toxicomanie à ciel ouvert, impuissance face aux vrais problèmes des Lausannois. Une municipalité faible face aux délinquants, mais forte pour s'en prendre aux automobilistes ou aux commerçants.

Soutien à la police, pas aux idéologues

Nos policiers ont agi avec courage, mais que reçoivent-ils en retour ? Des accusations de racisme systémique ! Ce mensonge idéologique sert de diversion pour masquer l'échec de la gauche à garantir la sécurité. Pendant qu'on discrédite la police, on laisse prospérer les zones de non-droit. La police n'est pas le problème, elle est la solution.

La responsabilité de la gauche

Habitants excédés, vitrines brisées, familles inquiètes, policiers sur la défensive : la réalité saute aux yeux. Pourtant, la gauche parle de « malaise social » et de « discriminations ». L'idéologie l'emporte sur le bon sens, et cette complaisance encourage la violence.

J'ai été agressé comme élu UDC, mais ce sont surtout Lausanne et ses habitants qui ont été attaqués. Nos villes se gangrènent par le clanisme et la violence communautaire, conséquence directe de l'immigration massive et de décennies de laxisme politique. L'ordre public ne peut pas être sacrifié au politiquement correct. L'UDC restera du côté des policiers, des citoyens honnêtes et de la sécurité. À Lausanne comme ailleurs, il est temps de dire stop à l'ensauvagement de nos rues.

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

La gauche ferme les yeux sur la violence importée et les femmes subissent

Les violences faites aux femmes augmentent et de nombreux drames sont liés à des immigrés non intégrés. La gauche, elle, préfère détourner le regard. L'UDC exige des mesures fermes et propose l'initiative « Stop aux abus de l'asile » pour protéger les femmes, les frontières et la sécurité.

Par Céline Amaudruz,
Conseillère nationale,
Genève (GE),

Chaque semaine, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint en Suisse. Parmi les auteurs, une part non négligeable est constituée d'hommes immigrés non intégrés – issus de cultures où les droits des femmes ne sont pas respectés. Malgré l'évidence, la gauche persiste à minimiser le problème : « cas isolés », « facteurs culturels », « non généralisable ». Cette complaisance met des vies en danger.

Trois drames à Fribourg en quelques mois

Or, le printemps et l'été derniers, le canton de Fribourg a été secoué par trois drames. En avril 2025 à Epagny, une femme a été abattue par son mari kosovar, qui s'est ensuite suicidé. En juillet à Givisiez, un Bulgare a tué sa femme et leur bébé de six semaines. Puis, en juillet également à Fribourg, une femme a été poignardée par son mari, arrêté pour tentative de féminicide.

Trois cas en quelques mois, trois auteurs issus de l'immigration. Peut-on encore prétendre qu'il n'existe aucun lien entre immigration non intégrée et violences faites aux femmes ?

> « Pour la sécurité, pour la dignité, pour les droits des femmes : il est temps d'agir. »

L'initiative UDC « Stop aux abus de l'asile » : une réponse nécessaire

Face à ces drames, l'UDC a déposé l'initiative fédérale « Stop aux abus de l'asile (initiative pour la protection des frontières) ». Elle prévoit des contrôles systématiques aux frontières, le refus d'entrée pour ceux qui passent par des États tiers sûrs, l'expulsion des demandeurs d'asile déboutés et un renforcement des moyens pour la police. En 2023, 30'000 demandes d'asile ont été déposées en Suisse – un chiffre alarmant qui illustre l'asphyxie de notre système.

La violence faite aux femmes est une réalité dramatique. Fermer les yeux, comme le fait la gauche, revient à cautionner l'inacceptable. L'initiative UDC « Stop aux abus de l'asile » est un pas essentiel pour protéger les femmes, rétablir l'ordre et défendre nos valeurs. Pour la sécurité, pour la dignité, pour les droits des femmes : il est temps d'agir.

Stoppons le chaos de l'asile avec l'initiative sur la protection des frontières !

L'immigration illégale vers la Suisse est toujours aussi importante. En 2024, près de 30'000 soi-disant demandeurs d'asile sont à nouveau arrivés dans notre pays. Il s'agit principalement de jeunes hommes musulmans ne connaissant aucune langue nationale et ne disposant que d'une formation scolaire rudimentaire.

Par Thomas Aeschi, Conseiller national et président du groupe, Baar (ZG)

Depuis l'an 2000, plus d'un demi-million de demandes d'asile ont été déposées en Suisse. La majorité des migrants demandeurs d'asile arrivent avec l'aide de bandes criminelles de passeurs. Ils traversent d'innombrables pays tiers sûrs pour déposer une demande d'asile en Suisse. **Les coûts et la criminalité explosent.** En 2021, la Confédération a dépensé 1.5 milliard de francs pour le domaine de l'asile. Depuis, ce chiffre a déjà atteint 3.8 milliards.La Suisse a pratiquement abandonné le contrôle de ses frontières nationales ; **pour la majeure partie des pays en développement, il existe de facto un droit d'immigration via la filière de l'asile.** Ces personnes se retrouvent pour la plupart dans l'État social et la population active doit payer pour les loyers, les primes d'assurance maladie, l'aide sociale, les frais de subsistance, l'intégration, les écoles, etc.

Le 24 septembre 2025, l'UDC Suisse a donc déposé l'initiative populaire « Stop aux abus de l'asile ! (Initiative pour la protection des frontières) ».

En voici les principaux points :

- Pas d'asile pour les migrants illégaux qui arrivent chez nous avec des bandes de passeurs via des pays tiers sûrs comme l'Italie ou l'Autriche.
- Plafonnement du nombre maximal véritables réfugiés à 5'000 par an.
- Les personnes dont la demande d'asile a été rejetée n'obtiennent plus le droit de rester en Suisse.
- Restauration des contrôles aux frontières nationales suisses pour stopper l'immigration illégale.

Rien que durant cette législature, l'UDC a imposé 5 sessions extraordinaires et déposé plus de 250 interventions contre le chaos de l'asile. Mais les autres partis et le conseiller fédéral socialiste Beat Jans bloquent nos propositions de solutions.

Il est grand temps que le peuple suisse fasse entendre sa voix !

5 sessions extraordinaires de l'UDC : les autres partis et le conseiller fédéral PS Jans n'entreprennent rien contre le chaos de l'asile !

Liste des principales interventions par session :

Date de la session exraordinaire	Objet parlementaire	Vote du Parlement
Session d'hiver 2023		
CN : 19.12.2023 CE : 20.12.2023	**Demandes d'asile de femmes afghanes.** **Corriger le changement de pratique** (23.4241 / 23.4247)	Rejet au CN le 27.05.2024 Rejet au CE le 25. Sept. 2024
Session de priintemps 2024		
CN : 14.03.2024 CE : 13.03.2024	**Protection des frontières nationales** (23.4472 / 23.4448)	Rejet au CN le 14. März 2024 Rejet au CE le 13. März 2025
Session d'automne 2024		
CN : 24.09.2024 CE : 25.09.2024	**Les requérants d'asile qui transitent par un pays sûr ne sont pas des réfugiés** (24.3056 / 24.3515)	Rejet au CN le 24. Sept. 2024 Rejet au CE le 13. März 2025
Session de printemps 2025		
CN : 10.03.2025 CE : 13.03.2025	**S'inspirer du Danemark et de la Suède pour gérer le regroupement familial dans l'intérêt de la Suisse** (24.4320 / 24.4444)	Rejet au CN le 10. März 2025 Rejet au CE le 13. März 2025
Session d'automne 2025		
CN : 24.09.2025 CE : 23.09.2025	**Revenir à l'essence du droit d'asile et, à l'instar de la Suède et du Danemark, ne plus accorder l'asile pour une durée indéterminée** (24.4588 / 25.3743)	Rejet au CN le 24. Sept. 2025 Rejet au CE le 23. Sept. 2025

Pacte européen sur les migrations : Un pas de plus dans la mauvaise direction

Il y a 20 ans, le peuple suisse votait sur les accords de Schen-gen/Dublin. Que promettait le Conseil fédéral ? Moins de demandes d'asile et plus de sécurité. Et qu'est-ce qui s'est passé ? Plus de de-mandes d'asile et moins de sécurité !

Par Pascal Schmid, Conseiller national, Weinfelden (TG)

Les frontières extérieures de l'espace Schengen sont trouées comme un emmental. Les pays de premier accueil (par exemple la Grèce ou l'Italie) regar-dent ailleurs. Les procédures de transfert sont bien trop compliquées et les coûts bien plus élevés que promis.

Lors de l'adhésion à Schengen/Dublin en 2008, les demandes d'asile annuelles étaient de 10'000 ; aujourd'hui, elles sont de 30'000 ! Depuis l'adhésion, 380'000 migrants en quête d'asile ont afflué dans notre pays, tous via des premiers pays sûrs et seuls 40'000 d'entre eux ont été renvoyés.

Au cours des 5 dernières années, la criminalité a augmenté de 30 % en Suisse. Un délinquant sur quatre est un migrant d'asile, un touriste criminel ou un clandestin dans le pays. Nous importons des problèmes, de la violence et de la criminalité du monde entier. Schengen n'est pas un espace de sécurité, Schengen est un espace d'insécurité.

La gauche fait venir le monde entier dans notre Etat social

Le conseiller fédéral socialiste Beat Jans voulait que la Suisse adhère volontai-rement au mécanisme de solidarité de l'UE. Cela signifie encore plus de mi-grants en quête d'asile et encore plus d'argent à l'étranger. Le PS et les Verts voulaient même créer un nouveau statut de protection. Leur objectif : Le monde entier est le bienvenu dans notre État (social) ! L'UDC s'est retrouvée en grande partie seule. Nous avons tout de même réussi à éviter le pire.

Aujourd'hui, 11 pays de l'UE contrôlent leurs frontières. Seul le Conseil fédéral ne veut pas en entendre parler, bien que le bon sens indique déjà que les contrôles aux frontières sont utiles. L'Allemagne le prouve : Les demandes d'asile ont diminué de 40 %, et même de 97 % en Pologne. Il n'y a qu'en Suisse que la tendance va dans l'autre sens.

Seule l'UDC protège la population de la politique d'asile de bienvenue autodestructrice du centre-gauche. Nous voulons moins de demandes d'asile, moins de criminalité et moins de clandestins dans le pays !

Seule l'initiative pour la protection des frontières permettra de mettre enfin de l'ordre dans l'immense chaos de l'asile !

Explosion démographique : la Suisse suffoque

En trente ans, la population étrangère en Suisse a plus que doublé, passant de 1,1 million en 1990 à près de 2,5 millions aujourd'hui. Avec une proportion record de 27,4 % d'étrangers, notre pays est à bout de souffle. Il faut stopper l'explosion démographique et l'immigration de masse.

Par Yvan Pahud
Conseiller national,
L'Auberson (VD)

En 1990, la Suisse comptait environ 1'127 million d'étrangers. En 2024, ce chiffre a bondi à 2,48 millions (+120 %), soit plus d'un habitant sur quatre. Cette progression fulgurante exerce une pression énorme sur nos logements, nos routes, nos hôpitaux et nos écoles. Derrière ces chiffres, c'est une réalité que chacun vit au quotidien : loyers hors de prix, embouteillages, classes surchargées, personnel médical débordé.

Une Suisse à 10 millions : le scénario catastrophe

Si rien n'est fait, nous atteindrons rapidement le seuil des 10 millions d'habitants. Accepter le traité d'adhésion à l'UE, c'est ouvrir grand les vannes à une immigration encore plus incontrôlée. Cela signifierait l'explosion des infrastructures, la perte de notre qualité de vie et l'effacement progressif de notre identité. La libre circulation des personnes est déjà un échec : elle ne répond pas aux besoins de main-d'œuvre qualifiée, mais elle alourdit massivement la charge sur notre territoire.

Un choix de société

L'immigration de masse n'est pas une fatalité. Avec l'initiative UDC « Pas de Suisse à 10 millions ! », le peuple suisse a une solution concrète et durable : limiter la population résidante permanente, reprendre le contrôle de l'immigration et préserver notre souveraineté. La Suisse doit rester un pays vivable, sûr et prospère, pas un terrain livré au bétonnage et à la surpopulation.

L'heure est venue de dire stop. Stop à l'immigration de masse, stop à l'explosion démographique, stop à l'asphyxie de notre pays. L'UDC se bat pour défendre une Suisse respirable, où nos enfants pourront encore trouver un logement abordable, circuler librement et vivre dans la sécurité. Le 28 septembre et au-delà, la seule réponse responsable, c'est le NON au traité d'adhésion à l'UE et le OUI à l'initiative de l'UDC pour la durabilité (Pas de Suisse à 10 millions).

Participer et soutenir maintenant:

Devenez maintenant membre de l'UDC !

www.udc.ch

Pour un avenir sûr et libre !

QUALITÉ SUISSE
UDC
Pour une Suisse forte

Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

☐ Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)

☐ Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuit ement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.

☐ J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____

☐ Je soutiens l'UDC financièrement

- ☐ Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- ☐ Merci de m'envoyer un **bulletin de versement**

☐ J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Faites un don :

Nom/Prénom .....

Rue .....

NP/Localité .....

Téléphone ..... Courriel .....

Signature .....

QUALITÉ SUISSE
UDC
Pour une Suisse forte

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne, Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

Les immigrés ne doivent plus profiter de notre système

Les coûts de la santé explosent : Depuis l'an 2000, ils ont plus que doublé. L'immigration massive fait partie des principaux facteurs de coûts. Pour maîtriser enfin les coûts de la santé, des réformes s'imposent d'urgence.

Par Thomas de Courten,
Conseiller national,
Rünenberg (BL)

Les coûts de la santé s'élèvent aujourd'hui à **plus de 90 milliards de francs par an**, contre 40 milliards en 2000. Les primes d'assurance maladie explosent avec les coûts. Voici les **trois principaux facteurs de coûts**:

1. La croissance démographique due à une immigration effrénée. Les immigrés et les demandeurs d'asile ont immédiatement droit à toutes les prestations sociales.
2. La surréglementation étatique empêche l'efficacité, la concurrence et l'innovation.
3. L'extension des prestations, d'une part grâce aux progrès médicaux et d'autre part en raison d'une mentalité de plus en plus axée sur la couverture complète chez les assurés.

Les immigrés bénéficient de l'ensemble **des soins 5 étoiles** dès leur premier jour en Suisse sans avoir jamais payé un franc de prime. En raison de l'immigration, il faut plus de lits d'hôpitaux, plus de médecins, plus de personnel soignant. C'est encore pire dans le domaine de l'asile. Les soins aux **demandeurs d'asile** sont entièrement à la charge du contribuable, alors que leurs **coûts de santé** sont **nettement plus élevés** que ceux du reste de la population.

L'UDC propose une série de mesures : **Une franchise minimale plus élevée pour les immigrants, des prestations limitées dans le domaine de l'asile, une taxe bagatelle** pour les cas d'urgence injustifiés, plus de **responsabilité individuelle**, moins d'abus. L'UDC vise plus d'efficacité et de transparence au lieu d'une bureaucratie qui écrase notre personnel. La médecine de pointe doit être coordonnée par les cantons et non par la Confédération et les frais administratifs doivent diminuer.

Ces mesures permettraient de **réaliser des économies de plusieurs milliards**. Cela se traduirait directement par des primes plus basses et augmenterait le pouvoir d'achat de nombreuses personnes dans notre pays. Mais le plus efficace serait que nous gérions à nouveau l'immigration de manière autonome et c'est pourquoi il faut dire **OUI à l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ! (Initiative pour la durabilité)** ».

+ d'immigration
= coûts de la santé plus élevés !

NON
au traité d'adhésion à l'UE

De quoi s'agit-il ?

Le Conseil fédéral souhaite **la soumission institutionnelle** de la Suisse à l'UE.
Cela signifie :

- La Suisse doit reprendre et appliquer le droit européen de façon automatique
- La Suisse doit reprendre toutes les lois futures et toute la bureaucratie de l'UE
- En cas de litige, c'est un tribunal de l'UE qui a le dernier mot
- Si la Suisse décide différemment de l'UE, y compris via un vote populaire, cette dernière peut nous sanctionner
- Notre démocratie directe sera réduite à néant
- La Suisse doit payer des milliards de francs à l'UE

Je souhaite faire un don pour aider à gagner ce combat

Directement depuis l'app. de votre banque ou PostFinance

Pour une Suisse sans rattachement à l'UE
S'engager ici :

traite-adhesion.ch

Regardez maintenant et partagez !

7 Thinking Steps
sur le paquet de traités européens

7 Épisodes

avec Magdalena Martullo-Blocher

Visionner :

Les points essentiels des accords et leurs conséquences sur la Suisse

Traité d'adhésion à l'UE : L'opacité des coûts est inacceptable

La consultation ouverte sur le paquet d'accords entre la Suisse et l'UE est une mascarade : aucun chiffrage des coûts n'a été présenté par le Conseil fédéral. Pourtant, ces accords entraîneraient des charges colossales pour nos contribuables et nos entreprises.

Par Thomas Stettler,
Conseiller national,
Soyhières (JU)

Lorsqu'une consultation est ouverte, les autorités présentent en principe une estimation des conséquences financières. Pas cette fois. Sur le traité d'adhésion à l'UE, le Conseil fédéral garde le silence. Pas un chiffre, pas une projection, pas une estimation. Cette opacité n'est pas une omission : c'est une stratégie. Car les coûts, eux, sont immenses, et les partisans de ce projet veulent les dissimuler.

Une facture en milliards

Les contributions dites « de cohésion » à l'UE représentent déjà des centaines de millions par an. Mais le véritable gouffre se situe ailleurs :

- Régulation économique : chaque directive européenne imposée à nos PME engendrera des frais administratifs et de conformité. Un tissu économique comme le nôtre, composé à 99 % de PME, en sera particulièrement asphyxié.
- Administration supplémentaire : chaque règle importée de Bruxelles devra être surveillée, appliquée, contrôlée. Cela signifie plus de bureaucratie, plus de fonctionnaires, plus de coûts.
- Perte de souveraineté : au-delà des milliards directs, ce sont nos marges de manœuvre fiscales, énergétiques et agricoles qui seront sacrifiées.

L'opacité comme méthode

En refusant de chiffrer, le Conseil fédéral admet implicitement que la vérité est politiquement insoutenable. Parler des coûts, c'est prendre le risque que le peuple découvre l'ampleur des sacrifices demandés. On préfère donc parler de « stabilisation » ou de « sécurité juridique », alors que derrière ces slogans se cache une explosion de charges financières et une perte de liberté.

L'UDC exige la transparence

Nous, élus de l'UDC, exigeons la vérité : les Suissesses et les Suisses doivent savoir que ce traité d'adhésion à l'UE coûtera des milliards chaque année. Ce sera autant d'argent qui manquera pour les familles, les assurances maladie, nos infrastructures et notre agriculture. Cacher ces chiffres, c'est mépriser le peuple.

L'opacité des autorités sur ce traité d'adhésion à l'UE est indigne de notre démocratie directe. Le peuple suisse ne doit pas être pris en otage par des demi-vérités et des slogans creux. Il a le droit de savoir que ce projet coûtera très cher, en argent comme en liberté. L'UDC se battra pour que la vérité éclate et que la Suisse reste maîtresse de son destin.

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

ATTENTION : l'UE veut régner sur votre santé !

Le 16 août, les délégués de l'UDC Suisse se sont réunis à Schaffhouse (SH). L'immigration démesurée était au centre des débats ; elle est responsable de presque tous les problèmes – notamment de l'explosion de la criminalité – dont souffre la population suisse. L'adoption du traité d'adhésion à l'UE aggraverait encore la situation.

Par Rémy Wyssmann,
Conseiller national,
Kriegstetten (SO)

Saviez-vous qu'avec la conclusion du nouvel accord européen sur la santé, ce ne sont plus les représentants élus par le peuple qui décideront de ce qui a trait à notre politique de santé et notre liberté d'expression, mais **les technocrates européens de la santé**, installés dans des palais administratifs lointains et protégés à Bruxelles ? On ne parle pas de points de détails négligeabbles mais bien de **mesures profondément intrusives** telles que les obligations de vaccination, de certificat, de confinement et de port du masque.

Nous devrons en outre laisser entrer dans notre pays **des agences européennes et des collecteurs de données** qui bénéficieront en outre de tous les privilèges indécents comme **l'exonération fiscale, l'immunité pénale, l'exemption des restrictions en matière d'immigration** et bien d'autres encore. D'un côté, la nouvelle **classe féodale de l'OMS et de l'UE**, de l'autre, le peuple suisse qui travaille dur, qui n'aura plus qu'à payer sans rien dire.

Selon le paquet d'accords avec l'UE, nous n'aurons plus le droit de savoir quoi que ce soit dans le domaine sensible de la santé. Le texte de l'accord stipule en effet, dans le meilleur jargon bureaucratique bruxellois, que les documents « **classés secrets** » ne peuvent plus être rendus accessibles au peuple suisse.

Par conséquent, tant la Suisse que l'UE pourront conclure des contrats secrets de livraison de vaccins. Le pouvoir du préposé fédéral à la transparence sera ainsi vidé de sa substance et les groupes pharmaceutiques étrangers pourront vendre leurs doses de vaccins dans notre pays **aux frais du contribuable suisse**, à des prix non vérifiables et sans risque de responsabilité. Tout cela en secret et sans risque entrepreneurial. En revanche, le risque sanitaire et financier sera entièrement supporté par nous, les Suisses.

NON à la guerre totale contre la classe moyenne !

L'initiative d'expropriation des Jeunes socialistes visant à introduire un impôt de 50 % sur les successions à partir de 50 millions de francs est une fois de plus une attaque contre la famille, la liberté et l'entrepreneuriat. Elle menace les emplois, détruira les entreprises familiales et imposera des charges excessives à la classe moyenne et aux PME.

Par Esther Friedli,
Conseillère aux Etats,
Ebnat-Kappel (SG)

La responsabilité individuelle, la liberté et l'esprit d'entreprise sont des piliers importants de notre pays et de notre prospérité. L'initiative d'expropriation des Jeunes socialistes (JSS) est une menace claire pesant sur ces piliers.

Avec un impôt sur les successions et les donations de 50 % à partir d'une valeur de fortune ou de succession de 50 millions de francs, **l'initiative des JSS touche avant tout les entreprises familiales**. En cas de règlement de la succession, celles-ci devraient souvent vendre une partie de leur entreprise ou cesser leur activité pour faire face à la charge fiscale élevée. Des emplois seraient ainsi menacés, les entreprises ne pourraient pas être conservées au sein des familles ou seraient délocalisées à l'étranger.

La conséquence de l'initiative est que **les personnes concernées transfèrent d'ores et déjà leur domicile à l'étranger** afin de pouvoir conserver les entreprises au sein de la famille. Cela est également dû à la clause de rétroactivité absurde que les JSS ont cachée dans leur initiative. **Les pertes fiscales qui en découlent se chiffrent en milliards** (le Conseil fédéral parle de **3,7 milliards de francs par an**). Ce manque devrait être comblé d'une part par de nouveaux impôts sur la classe moyenne et les arts et métiers, et d'autre part par des économies au niveau de l'État.

Avec cette initiative, tout le monde serait perdant ! La place économique suisse serait massivement affaiblie. Qui investit ici si, après des décennies de dur labeur, l'État exige sans ménagement la moitié de l'héritage ? Cela freine l'innovation, l'esprit d'entreprise et la réflexion à long terme. Les créateurs d'entreprise énergiques doivent partir à l'étranger pour pouvoir concrétiser leurs idées. Ce n'est pas ce que nous voulons. **Les autres perdants seraient aussi les membres de la classe moyenne**, qui devraient alors prendre le relais.

Cette initiative n'est pas un petit remaniement fiscal mais une **attaque idéologique frontale contre la liberté et la propriété**, contre la partie de la société qui assume ses responsabilités, crée des emplois et contribue à financer notre sécurité sociale.

C'est pourquoi, **le 30 novembre, je dirai clairement NON à l'initiative des Jeunes socialistes**, pour les familles, pour la classe moyenne, pour que la Suisse ait un avenir.

Des faits sur l'initiative des Jeunes socialistes sur l'expropriation

Pour la JS, il ne faut pas travailler, mais exproprier les travailleurs !

Le saviez-vous ?

300'000	Nombre d'entreprises familiales en Suisse.
3'200'000	hommes et femmes sont employés par ces entreprises familiales, leur conférant salaire, travail et de quoi vivre pour eux et leurs familles.
90 %	des entreprises en Suisse sont en mains familiales, constituant la clef de voûte de notre existence.
ca. 60 %	de tous les travailleurs, employés et apprentis sont actifs dans une entreprise en mains familiales.
2/3	de la prospérité de la Suisse repose sur les entreprises familiales.

Que veut faire la gauche avec nos PME ?

Pour que la gauche puisse continuer à jeter de l'argent par les fenêtres pour des projets climatiques insensés, elle veut détruire nos PME. L'initiative de la JS veut exproprier les héritiers d'entreprises familiales via un impôt fédéral sur les successions de 50 % (!) sur les successions de plus de 50 millions de francs.

Pour s'acquitter de ces montants exorbitants d'impôts, les entreprises familiales devraient dès lors vendre ou liquider leurs sociétés, car les entreprises familiales n'ont pas jalousement gardé leur argent en espèces sous le matelas, mais l'ont investi dans leurs entreprises, dans des machines, des bâtiments, etc.

Plus de 50 %, soit plus d'un emploi sur deux, sont ainsi menacés dans notre pays.

Pourquoi ? Parce que la JS et le PS préfèrent dépenser l'argent des autres pour leurs idées d'extrême gauche plutôt que de travailler par eux-mêmes.

L'initiative des Jeunes socialistes menace notre futur !

Empêchons ça !
Engagez-vous sans attendre contre l'initiative sur l'expropriation sur **www.jss-non.ch**

QUALITÉ SUISSE
UDC
Pour une Suisse forte

NON à l'initiative « Service citoyen » : affaiblir l'armée, c'est affaiblir la Suisse

Le 30 novembre, les Suisses voteront sur l'initiative « Service citoyen ». Derrière ses apparences séduisantes, ce projet est un danger pour la sécurité du pays. En diluant le service militaire obligatoire dans une multitude de tâches civiles, il réduit nos effectifs et menace la capacité de défense de la Suisse.

Par Jacques Nicolet,
Conseiller national,
Lignerolle (VD)

L'initiative « Service citoyen » prétend renforcer l'engagement pour la collectivité. En réalité, elle détourne les jeunes de leur devoir premier : défendre notre pays. Chaque citoyen aurait le choix entre servir dans l'armée ou accomplir une activité civile. Le résultat est prévisible : une baisse des effectifs militaires, alors même que notre armée peine déjà à remplir son contingent.

Un contexte international tendu

Depuis la fin de la Guerre froide, jamais les menaces militaires n'ont été aussi proches de notre pays. La guerre en Ukraine, l'instabilité au Proche-Orient, la montée des tensions en Asie : notre monde est devenu plus dangereux. La neutralité suisse nous protège, certes, mais elle ne peut le faire que si elle peut compter sur une armée apte à défendre la Suisse. Sans une armée forte, crédible et prête, notre pays s'expose à de graves risques.

Diluer le service, c'est diluer la défense

Aujourd'hui, l'armée suisse a déjà du mal à recruter et à former suffisamment de soldats. Si l'initiative est acceptée, ce problème deviendra insoluble. Les jeunes préféreront souvent le service civil ou d'autres activités, délaissant un réel engagement citoyen dans notre armée. Ce serait un pas supplémentaire vers la professionnalisation, contraire à notre modèle de milice, qui a pourtant fait ses preuves depuis longtemps.

Redonner à l'armée la place qu'elle mérite

Au lieu de réduire l'importance de l'armée, nous devons au contraire la renforcer : plus de moyens pour l'instruction, pour l'équipement moderne, pour la préparation opérationnelle. Le service militaire obligatoire est la condition de cette indépendance et de cette crédibilité.

L'initiative « Service citoyen » n'est pas un projet généreux : c'est une menace directe pour la sécurité de notre pays. La Suisse ne peut pas se permettre d'affaiblir son armée au moment où les tensions internationales s'intensifient. Le 30 novembre, votons NON à cette fausse bonne idée, et travaillons au contraire à redonner toute sa place à notre armée pour assurer la paix et la liberté de la Suisse.

Le véhicule le plus vendu au monde, désormais disponible en SUV doté d'une motorisation hybride de 140 ou 180 ch avec traction intégrale intelligente. **Découvrez-le en ligne.**

Corolla Cross 2.0 Hybrid AWD Premium, 132 kW/180 ch, Ø cons. 5,3 l/100 km, CO_2 121 g/km, eff. énerg D. Garantie et assistance pendant 10 ans ou 185'000 km (selon première éventualité) à compter de la 1re immatriculation, activée lors du service et valable sur tous les véhicules Toyota. Vous trouverez des informations détaillées dans les dispositions applicables en matière de garantie sur toyota.ch.